

Plan de prévention de l'illettrisme

Assises académiques de l'illettrisme

**Mercredi 1^{er} décembre 2010
08H30 - 18H00
Auditorium de Rémire-Montjoly**

Ouverture

Monsieur le Préfet Daniel FEREY, Monsieur le Maire Jean GANTY, Madame la Rectrice Florence ROBINE, Monsieur l'Inspecteur d'Académie Moïse SOREZE.

Discours de Jean GANTY, Maire de Rémire-Montjoly.

L'illettrisme dans notre région symbolise une faillite de notre système éducatif. C'est un problème complexe. Il faut offrir aux enfants de meilleures conditions d'accueil à l'enseignement et un accès pour tous à l'éducation. Le milieu associatif est un partenaire obligé. Dans le cadre du CUCS, le PRE s'appuie sur le réseau éducatif local.

Discours de Florence ROBINE, Rectrice de l'Académie de Guyane.

Il y a une multiplicité d'actions sur la question de l'illettrisme en Guyane, une superposition des dispositifs. Il faut les rendre cohérents et pointer sur un objectif donné : la non-maîtrise très grave de la langue. C'est la vraie faillite d'une société toute entière.

L'Education Nationale ne peut pas porter à elle seule la question de l'éducation des enfants de la Guyane. C'est une question centrale. Sur Saint-Laurent du Maroni, le développement démographique est de 8,4% par an. Avec des jeunes qui ont du mal à être scolarisés. Les autres viennent en cours par intermittence. Peut-être que nous n'avons pas assez développé le sens et l'intérêt de l'école ? Les familles sont amenées à mieux partager ces valeurs. Mais l'Education Nationale ne pourra pas y arriver seul.

L'Education Nationale a un rôle central, mais l'école n'est plus un sanctuaire isolé de la société où on peut considérer que les enfants se dépouillent de tout ce qu'ils sont et de tout ce qu'ils vivent en y arrivant. Cela n'a jamais été vrai et dans le contexte Guyanais, c'est absolument impossible.

L'Académie s'est mise en marche avec un projet académique extrêmement concentré, avec un accès prioritaire sur la réussite des élèves, à l'école maternelle et au primaire. Les évaluations en CM1 et CM2 montrent la difficulté de saisir le problème de la maîtrise de la langue. Au collège et au lycée c'est presque trop tard en raison des objectifs nationaux.

L'Education Nationale ne peut pas remédier à une situation enquistée. Il n'y aura pas de solution en Guyane, s'il n'y a pas d'effort concentré en maternelle et au primaire.

Il faut mettre en place des dispositifs expérimentaux et innovants. Mais les dispositifs sont à un stade trop expérimental. Il n'y a pas assez d'évaluation pour atteindre le cœur des objectifs. Les moyens doivent être concentrés sur des classes. Il ne faut pas les éparpiller juste pour faire plaisir à certains. Il faut concentrer les moyens sur des classes pour structurer et consolider les acquis. Le passage en langue maternelle vers le français doit être une réussite et non un échec.

Mais s'il n'y a pas de livres à l'école c'est difficile de lire. Nous avons aussi un problème de ressources humaines. Si l'Education Nationale doit se mettre en marche, encore faut-il

qu'elle ait des troupes. La stabilisation des équipes et la formation des enseignants sont des questions fondamentales. Le travail de formation de l'IUSG et de l'IUFM est indispensable.

Nous y croyons. Les enseignants et les inspecteurs sont accés sur ces problèmes. Mais nous ne réussirons pas, sans l'ensemble coordonné des acteurs de la Guyane.

Discours de Daniel FERREY, Préfet de Guyane.

L'organisation de ces assises a été voulue par l'Education Nationale et par la Rectrice. Cette journée fait appel aux objectifs européens pour l'horizon 2020 : diminuer le taux d'abandon scolaire.

Rappel que le CIOM s'attache à lutter contre l'illettrisme et à favoriser l'égalité des chances. Des hauts fonctionnaires à la cohésion sociale et à la jeunesse ont été nommés dans ce sens. Ambroise DEVAUX a pour mission prioritaire de lutter contre l'illettrisme.

Une enquête de l'Insee aura lieu l'année prochaine sur l'illettrisme en Guyane. 39% des personnes appelées pour la journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) sont illettrées. Mais ce chiffre est à relativiser.

Pourquoi la lutte contre l'illettrisme est un enjeu essentiel pour la République et ses territoires d'Outre-mer ? C'est parce que la maîtrise de la langue est indissociable de l'exercice de citoyenneté.

Ambroise DEVAUX prend appuie sur le PREFOB. Le prochain programme triennal sera bientôt validé. Le programme de prévention de l'illettrisme en Guyane doit doubler le nombre de bénéficiaires. Il faut passer de 4000 personnes à 8000 personnes en impliquant toute la famille. Ce programme est un partenariat exemplaire. Je salue le travail de Kaleda qui anime d'une main de maître le travail de réseau. Un plan d'action complémentaire et concentré avec l'Education Nationale est nécessaire, pour apprendre à lire, écrire, compter. Il faut aider les familles à s'approprier les savoirs de base et les codes de l'école.

Il faut une approche intégrée des compétences clés pour enrayer l'abandon précoce. Le contexte socio culturel et géographique oblige à une mobilisation continue pour atteindre cet objectif.

Les réalisations à venir : PREFOB fera des actions sur la petite enfance et pour les familles. Des animations lecture ouverte dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville pour aider les jeunes à réussir leur scolarité. Partenariat entre le Rectorat, les collectivités territoriales et la Politique de la ville pour atteindre cet objectif.

Le GIP-CIP et la Mission générale d'insertion (MGI) recevront des financements européens. Trois ateliers "Coup de pouce clé" seront ouverts sur Cayenne et ses environs. Je souhaite que ces expérimentations aillent aussi dans l'Ouest.

Les élus doivent s'approprier ces dispositifs. Une des mesures du CIOM est d'avoir dotée la Guyane de 10 millions d'euros pour financer les communes dans la construction neuve ou la rénovation d'école du 1^{er} degré. Les financements seront aussi attribués à toutes les

communes de Guyane pour l'équipement des BDC (bibliothèque centre documentaire). Cette dotation est récurrente. La Guyane et Mayotte sont les seules à en disposer.

1^{ère} partie : Présentation générale du phénomène de l'illettrisme en Guyane, du plan de prévention et de lutte.

Message de la directrice de l'ANLCI. Raymond HORTH, chargé de mission régional de l'ANLCI.

Lecture du message de Marie Thérèse GEFFROY, directrice de l'ANLCI.

La volonté de faire une priorité la prévention et la lutte contre l'illettrisme est unanimement partagée. La lecture et l'écriture conditionnent l'accès à tous les domaines de savoir.

L'ANLCI produit et met à disposition des méthodes de travail et des outils aux administrateurs et à tous ceux qui peuvent concourir à cette tâche.

L'illettrisme c'est de ne pas maîtriser les savoirs de base après avoir été scolarisé.

Il faut mieux connaître l'importance de ce phénomène pour lutter contre. Il faut des chiffres pour en connaître l'ampleur. Le pourcentage de la population illettré croit avec l'âge. Un module de mesure de l'illettrisme a été fourni à l'Insee. Un travail pour adapter le module aux régions a été entrepris.

Les chargés de mission de l'ANLCI travaillent sous l'autorité du Préfet de région. 22 régions sur 26 disposent d'un plan régional de lutte contre l'illettrisme. La Guyane a adopté le Prefob pour 2007-2013 et ce programme fédère tous ceux qui ont la responsabilité de lutter contre l'illettrisme. Les évaluations montrent des évolutions depuis deux ans. Il existe une convention entre l'Education Nationale et l'ANLCI. Les actions contre l'illettrisme du Rectorat doivent être valorisées dans le plan régional de lutte contre l'illettrisme.

L'ANLCI propose des guides, des modes d'emploi et des modules de formation pour agir.

Il ne faut pas construire chacun de son côté son dispositif particulier. Il faut entraîner la famille dans un cercle vertueux pour briser l'illettrisme. Il faut permettre aux parents d'accompagner les enfants vers la réussite scolaire. Tout le monde doit avoir accès à l'information pour lutter contre l'illettrisme. Informer sans cesse et se mobiliser pour agir ensemble.

Présentation de l'ANLCI. Florence FOURY, directrice de Kaleda.

L'ANLCI est un GIP. Compte 150 instances membres dont 9 ministères. L'ANLCI n'accorde pas de financement. Petite structure de 13 personnes dirigée par un CA et un conseil consultatif, avec un comité scientifique pour développer les outils techniques et pédagogiques. L'ANLCI est basé à Lyon et compte 28 chargés de mission régionaux (Mayotte et Nouvelle Calédonie comprises).

Enquête réalisée au niveau national pour mesurer l'illettrisme : *l'ANLCI dès sa création a travaillé à la mise au point d'un **module de mesure de l'illettrisme**, le **module ANLCI** introduit dans une enquête de l'INSEE conduite en **2004-2005** auprès de la population âgée de 18 à 65 ans qui a été scolarisée en Français et qui vit en France métropolitaine (le module ANLCI a été mis au point avec l'Université Lyon II).*

Missions :

- Mise en place de plans régionaux de lutte contre l'illettrisme.
- Expérimentation sociales : actions éducatives et familiales de prévention pour la rupture du contrat d'apprentissage, en lien avec le Haut Commissariat aux Solidarités Actives.
- Conventions cadre avec la CAF pour mobiliser les actions éducatives et familiales pour la petite enfance ; avec le Pôle emploi pour détecter les demandeurs d'emploi en situation d'illettrisme.
- Convention entre l'Education Nationale et l'ANLCI signé en 2010.
- Mise à disposition des informations auprès des cadres des ministères pour optimiser les actions de prévention.

L'ANLCI dispose d'un forum permanent des pratiques pour outiller les acteurs. Entre 2008 et 2010, accent sur le partage et l'échanger des pratiques dans les régions.

En Guyane, réalisation en 2003 de journées sur l'approche culturelle en formation de base, en 2007 séquences pédagogiques. Tous les travaux sont disponibles sur le site www.anlci.gouv.fr

Les chiffres de l'illettrisme en Guyane. Jean-Claude COURBAIN, directeur régional de l'INSEE.

Il n'y a pas encore de données sur l'illettrisme en Guyane comme l'enquête nationale menée en 2004-2005, enquête IVQ (Information et Vie Quotidienne). Ces enquêtes ont déjà été réalisées en Martinique et en Guadeloupe. Celle de la Guyane est prévue pour 2011. L'enquête sera réalisée à Mayotte en 2012-2013. Adaptation du questionnaire à l'Outre-mer.

9% de la population adulte âgée de 18 à 65 ans ayant été scolarisée en France est en situation que l'on peut qualifier d'illettrisme. Et 12% pour l'ensemble de la population.

En Guadeloupe, 20% des enfants scolarisés sont en situation d'illettrisme. Difficulté pour la Guyane avec le plurilinguisme. Pour le haut Maroni, à partir de quel niveau et de quelle durée, peut-on dire que les enfants sont scolarisés en France ?

Il faudra donc être extrêmement clair sur les concepts pour la mesure de l'illettrisme en Guyane.

L'enquête IVQ débutera en juin-juillet 2011. Il faudra faire la différence entre la maîtrise de la langue et le calcul qui peut être fait dans la langue maternelle. L'entretien dure 1H. Des tests seront effectués en janvier 2011 sur le terrain pour valider la procédure.

L'ANLCI participe au Comité de pilotage. Le Comité de pilotage a d'ailleurs permis de faire un certain nombre de traduction et la jonction d'un module pour éviter de conclure que tous ceux qui parlent des langues étrangères sont illettrés. Le module prévoit de préciser le degré de maîtrise de la langue étrangère.

Les enquêtes en Martinique et en Guadeloupe ont permis de faire certaines adaptations pour la Guyane.

NB : Publication Insee début 2011 d'un document d'une quarantaine de page, sur l'état de l'école du 1^{er} et du 2nd degré en Guyane.

Quelques chiffres de cadrage

Martinique taux d'illettrisme de 14%.

Guadeloupe taux d'illettrisme de 20%. 79% de ces personnes sont sans diplôme.

Guyane 58% de sans diplôme contre 46% en Guadeloupe.

Les 16 - 19 ans sont la proportion la plus importante de sans diplôme en Guyane. Alors que le taux de sans diplôme devrait tendre vers la hausse, il reste stable en Guyane et il diminue lorsqu'on retire les immigrés.

Les 16 - 23 ans comptent 63% de sans diplôme en Guyane.

81% d'immigrés sont sans diplôme en Guyane.

49% de non immigrés sont sans diplôme en Guyane.

La proportion de sans diplôme est marqué territorialement. Le territoire de la CCOG est le territoire le plus en difficulté.

Les caractéristiques et les besoins des publics adultes en Guyane. Florence FOURY, directrice de Kaleda.

Le Prefob est un programme sur 7 ans (2007-2013). Toutes les informations données dans cette présentation proviennent du terrain et de l'observation. Il n'y a donc aucun caractère scientifique.

Définitions

- Pour les personnes qui n'ont jamais été scolarisées, on parle d'**analphabétisme**.
- Pour les personnes scolarisées qui n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture, du calcul des compétences de base pour être autonomes dans les situations simples de la vie courante, on parle d'**illettrisme** ou d'**analphabétisme fonctionnel**.
- Pour les nouveaux arrivants dans un pays dont ils ne parlent pas la langue. Il s'agit de l'apprentissage, on parle du **français langue étrangère (FLE)**.

Le diagnostic du contexte linguistique guyanais établi en 1991 ne permet de placer les personnes dans des cases. La construction des réponses de formation a été différente. Répartition des publics entre les personnes francophones et les personnes non francophones.

Abandon du terme lutte contre l'illettrisme pour le Prefob car il ne concerne que le public francophone illettrés définit au niveau national. Terme des savoirs de base plus adapté à la Guyane.

Quelques chiffres

2009 : 1844 adultes ont été formés.

Profil général : 74% de femmes et 26% d'hommes

45 ans et plus : 26%

30 – 45 ans : 53%

- de 30ans : 21%

47% sont demandeurs d'emploi

20% sont allocataires du RMI

15% sont en cours d'emploi

Un public faiblement scolarisé

31% des adultes n'ont jamais été scolarisés

17% des adultes ont suivi un cycle primaire

41% des adultes ont suivi un cycle primaire et collège (mais souvent sans finir le collège)

12% des adultes ont été scolarisés en France

19% des adultes ont eu le français comme langue de scolarité

22% des adultes ont eu le portugais comme langue de scolarité

31% des adultes ont eu le néerlandais comme langue de scolarité

La langue de scolarité pour la plupart d'entre eux est la langue maternelle.

Zone de l'Ouest

34% des adultes n'ont jamais été scolarisés.

62% des adultes ont été scolarisés en néerlandais.

Kourou

36% des adultes n'ont jamais été scolarisés.

22% des adultes ont été scolarisés en français.

Cayenne

12% des adultes n'ont jamais été scolarisés.

33% des adultes ont été scolarisés en portugais.

Un public multilingue

Toutes ces personnes sont très compétentes en langue. Le français constitue une langue supplémentaire.

45% des adultes parlent 2 langues

25% des adultes parlent 3 langues ou plus

23% des adultes écrivent 2 langues.

37% des adultes ont pour langue maternelle le bushinengue.
18% des adultes ont pour langue maternelle le portugais.
11% des adultes ont pour langue maternelle le créole.
5% des adultes ont pour langue maternelle le français.
4% du public a pour langue maternelle une langue amérindienne.

31% des adultes communiquent en bushinengue au quotidien.
25% des adultes communiquent en français au quotidien.
13% des adultes communiquent en portugais au quotidien.

Dans l'ouest, 11% des adultes utilisent le français au quotidien.
A Kourou, 45% des adultes utilisent le français au quotidien.
A Cayenne, 23% des adultes utilisent le français au quotidien et 56% des adultes ne parlent qu'une langue.

Les demandes des publics adultes

51% sont en formation de leur propre initiative.
41% se présentent sur le conseil d'une personne qui les suit (Pôle emploi, ADI...).

Les motivations pour entrer en formation

59% pour trouver ou garder un emploi
59% pour remplir les papiers administratifs
31% pour mieux maîtriser les mathématiques

Les thèmes qu'ils souhaitent aborder en formation : culture générale, actualité, vie économique, questions de la vie quotidienne (banque), l'éducation (présentation et connaissances du système scolaire), vie politique.

Prévention de l'illettrisme à l'école. Les enfants apprentis lecteur en difficulté à l'entrée au CP. Gérard CHAUVEAU, chercheur INRP (Institut national de recherche pédagogique).

Selon les chiffres de la métropole, 10% des adultes sont en situation d'illettrisme. 15% des néo collégiens (11 ans) ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture. 8 fois sur 10, ils ont des difficultés en mathématique. 15 à 20% des enfants de 6 - 7ans ont des difficultés en écriture, lecture au moment du passage CP - CE1.

Le phénomène de mal apprentissage est de 15 à 20%. Ces chiffres peuvent être multipliés par 2 ou 3 en Guyane.

Repères historiques.

Deux erreurs ont été commises depuis qu'existe l'écriture. Il y a donc 5000 ans (Mésopotamie).

Avant la société était coupée en deux. Il n'y avait aucune correspondance entre les deux sociétés : les lettrés et les ruraux. Les ruraux pendant 3000 ans sont restés en dehors de la pratique de l'écrit. La pratique de l'écrit ne se diffuse pas comme une tâche d'huile, comme on pourrait le penser.

S'il n'y a pas de mélange entre les groupes socio culturels, on peut faire coexister pendant des siècles des populations lettrées et illettrées. Il faut donc une volonté pour diffuser l'écriture. Elle ne se diffuse pas seule.

Quel est l'intérêt de se centrer sur les enfants de 6 ans ou de moins de 6 ans ?

Une étude a été menée au Gabon sur la naissance de la mal lecture. Comment est-ce née ? Cette étude permet de mieux comprendre la fabrication de ce problème.

Mise en garde.

On a trop tendance à rechercher à qui est la faute ? Est-ce l'école, ou l'environnement social, socio culturel ou familial ? Il faut éviter de toujours chercher un coupable. Il faut plutôt chercher à comprendre.

La réponse est que c'est plutôt une fabrication collective. La rencontre entre deux types de caractéristiques : certains milieux socio culturels face à l'école, ainsi que les caractéristiques de l'école.

Comment l'école prend en compte ou ne prend pas en compte les caractéristiques de ces publics ?

La focalisation d'un outil miracle empêche de traiter efficacement la situation des élèves les plus fragiles face à la culture de l'écrit et du langage. Certains outils sont d'ailleurs plus ou moins efficaces qu'avec certains publics.

Dans la lutte contre l'illettrisme, l'école maternelle est le premier pivot. Ses priorités doivent être la langue parlée et la langue écrite, si elle en a les moyens.

Dans certains cas, 100% des enfants sont en échec au CP et dans d'autres cas seulement 20%, grâce à la pédagogie de l'enseignant.

Quels sont les difficultés précoces ?

Dans la région parisienne, ces difficultés concernaient 15 à 20% des enfants. Les enfants sont scolarisés dans des conditions ordinaires.

Première difficulté : décalage de leur pratique de l'écrit de celle des lettrés. Il y a un grand décalage par rapport aux enfants avancés dans le domaine des connaissances et des acquis sur l'écrit. Les enfants les moins avancés sont déjà en difficulté à la sortie de la grande section.

Deuxième difficulté : les professeurs fonctionnent avec un modèle de l'enfant lecteur, l'enfant qui va bien réagir au manuel etc. On oublie que le problème des professeurs, c'est de gérer la diversité des élèves.

Les enfants vers l'âge de 3 ans entrent dans l'écrit. Alors que les enfants en difficulté n'ont pas eu durant ces 3 années d'éducation à la pratique de l'écrit.

Ces enfants présentent trois difficultés à la lecture et à l'écriture.

- 1) Difficulté de compréhension du code écrit. Les enfants n'ont pas compris la valeur linguistique ou graph phonique des lettres même s'ils récitent par cœur l'alphabet.

- 2) Ils n'ont pas compris la culture de l'écrit. Par exemple, on met plusieurs ouvrages devant eux (revue, livre, journal, etc.). Le groupe des "bons" donne 9 bonnes réponses sur 10. Le groupe des "moins bons" donne 3 réponses sur 10. Ils ne connaissent pas l'usage ou la pratique des objets qu'on leur a présentés.
- 3) On leur pose une question : *est-ce que tu trouves que c'est bien de savoir lire et écrire ?* Il y a 100% de oui pour cette question. Il n'y a pas de rejet de l'écriture ou de la lecture, c'est rassurant. Par contre les justifications sont gênantes. Les très mauvais connaisseurs du "savoir lire" ne font pas de différences entre lire et raconter. Pour certains enfants, on peut lire une feuille blanche.

Les difficultés associées : il faut agir sur les difficultés mais il faut également mettre l'accent sur des actions de vocabulaire et de langage parlé.

Une difficulté associée dont on parle moins : le niveau d'intelligence, le parlé médiocre. Test Binet-Simon¹ et le WISC² test psychologique. On demande à l'enfant d'utiliser des mots pour parler d'un mot.

Certains enfants développent une difficulté de la compréhension des choses de l'école : *quel est son rôle d'apprenant à l'école ?*

Que faire pour lutter contre ces phénomènes ?

Une fois que l'on comprend où sont les lenteurs, il faut les traiter. La prévention de la mal lecture suppose la généralisation d'une pédagogie intégrale de l'écriture à l'école et hors de l'école. La pédagogie complète doit avancer dans cinq directions différentes et à traiter simultanément.

Cinq grands objets d'apprentissage :

- 1) Une bonne connaissance du code de l'écrit.
- 2) Le savoir lire (on ne lit pas l'image).
- 3) Savoir écrire, produire des énoncés d'écrit.
- 4) Enseigner le monde de l'écrit, la culture de l'écrit. Il faut fréquenter des lettrés et avoir des activités avec les lettrés.
- 5) Encourager la pensée écrite, pour devenir plus intelligent ou pour accéder à certaines connaissances.

C'est une tâche immense pour l'école, mais l'école ne peut pas y arriver seule. Il y a un temps non scolarisé sur lequel, on doit intervenir.

¹ Le Binet et Simon est un test de développement intellectuel, datant de 1905 et mis au point par les docteurs et psychologues français Alfred Binet et Théodore Simon.

² Le WISC (*Weschler Intelligence Scale for Children*) est l'échelle d'intelligence pour enfants de Wechsler (psychologue américain David WECHSLER). Le WISC est utilisé entre 6 ans et 16 ans et 9 mois.

2^{ème} partie : Agir en faveur des jeunes adolescents et des adultes. Présentation de différents dispositifs.

✚ La journée de l'appel pour la défense (JAPD). Bilan et indicateurs. Colonel SALIES.

Structure de 16 personnes pour préparer la JAPD. La JAPD est l'aboutissement d'un parcours citoyen. Partenariat privilégié avec l'Education Nationale et les communes.

Cinq tests sont réalisés de manière informatique sur les connaissances lexicales et sur la compréhension.

Environ 3000 personnes par an sont reçues à la journée en Guyane. Seul 33% des jeunes de 16 ans sont recensés. Le recensement est obligatoire pour passer la JAPD. La JAPD n'arrive pas à 100% de présents.

Le nombre de personnes non scolarisées qui échouent au DDL (difficulté de lecture) est de 10%. Tout le monde passe les mêmes tests. En métropole DDL de 11%. En Outre-mer DDL de 35%.

Le RSMA recherche des personnes diplômées pour former les jeunes et ceux sans diplôme. Souhait d'avoir un agent de la MLRG à la JAPD.

✚ Le rôle et les interventions de la Mission Générale d'Insertion (MGI). Muriel COL-MINNE, chef du service académique d'information et d'orientation (SAIO).

Dispositif de l'Education Nationale mis en place à partir des années 80. L'objectif est de prendre en compte l'ensemble des processus liés à la scolarisation des jeunes pour leur intégration sociale et professionnelle.

Enjeux européens et nationaux : obligation pour les chefs d'établissement d'assurer le suivi des élèves qui quittent le système éducatif sans qualification, durant une année, suivant la sortie.

Les jeunes de plus de 16 ans sont pris en charge par la MGI pour réduire les sorties prématurées et assurer une élévation du niveau du jeune. Missions : élaboration et construction de projet personnel, re motivation et renforcement avec le milieu de l'entreprise.

Depuis plus de dix ans, 15% des jeunes quittent le système éducatif sans qualification. En Guyane, 20% des élèves scolarisés quittent le système éducatif.

La forte démotivation entraîne la déscolarisation. Les difficultés de lecture et d'écriture pèsent dans le sentiment d'échec. Certains jeunes abandonnent à la veille de passer un examen.

Les élèves confiés à la MGI sont âgés. Ils ont eu généralement des scores faibles aux évaluations d'entrée en 6^{ème}. La MGI intervient auprès des jeunes non francophones qui ne maîtrisent pas la langue française.

La MGI connaît une augmentation du nombre de jeunes pris en charge pour illettrisme :
2006 – 2007 : 2,89%
2009 – 2010 : 6,04%

Proposition aux élèves d'APP (atelier pédagogique personnalisé).

Dernière innovation : plateforme d'accueil des élèves décrocheurs. Ils sont envoyés par les équipes pédagogiques.

MGI travaille selon 3 axes :

- 1) Réactivité.
- 2) Diversité des réponses.
- 3) Travail en réseau.

Réactivation du GAIN (groupe d'aide à l'insertion). Les personnels de l'Education Nationale peuvent s'adresser à la MGI à tout moment. Il n'est pas nécessaire d'attendre que l'élève ait 16 ans. Les actions sont formalisées dans des fiches techniques.

La rupture entre le jeune et l'école est parfois nécessaire. La MGI aide à repérer et à évaluer sans juger. Elle aide les élèves à restaurer une image de soi. La prise en charge doit être précoce.

Activités de l'Alliance Française. Laure BOUSSIE, formatrice.

L'Alliance Française est une association locale qui s'inscrit dans la demande locale. Elle s'inscrit dans la lutte contre les difficultés liées à l'illettrisme.

L'illettrisme est une situation qui perturbe l'apprenant. Il se sent en situation d'échec. Le formateur peut aussi parfois perturber l'illettré. L'illettré sait des choses, mais il ne sait pas tout. Le formateur doit changer la représentation de l'illettré en le rassurant qu'il peut y arriver.

En Guyane, il n'existe pas d'outil idéal. Mais il y a une démarche, une approche :

- 1) Susciter la curiosité et l'intérêt. Il faut que l'apprenant voit un intérêt à dépasser sa situation.
- 2) Ne pas partir des manques. On sait que la personne ne sait pas lire, etc. Il faut amener l'apprenant sur ce qu'il va bien faire. Il faut le mobiliser sur ces points forts.
- 3) Donner du sens à ce qu'il va apprendre ? Il faut qu'il s'approprie les connaissances.
- 4) Toujours valoriser la personne, l'image de soi. Valoriser ces productions.

Ils peuvent tous y arriver.

✚ Présentation de la Mission Locale Régionale de Guyane (MLRG). Sandra TROCHIMARA, directrice.

La MLRG est un GIP porté par l'Etat et le Conseil Régional avec une mission de service public. Sur les 6200 personnes inscrites, 52% ont un niveau équivalent au niveau 5 : classe de 3^{ème}, BEP ou CEP non validé, classe de seconde.

29% de ces jeunes présentent des situations d'illettrisme : non maîtrise des savoirs de base.

Les conseillers orientent les jeunes vers les centres de formation qui vont permettre aux jeunes de résoudre leurs difficultés. 250 jeunes bénéficient des actions du Prefob pour travailler sur leur projet professionnel.

✚ Présentation du Prefob. Florence FOURY, directrice de Kaleda.

Le Prefob est un programme basé sur le partenariat et la mise en réseau.

Le réseau des commanditaires regroupe les collectivités locales, les services de l'Etat, l'ADI, le Pôle emploi, les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) et le CNFPT. Ils décident ensemble des axes prioritaires. Le comité de pilotage est présidé par le Préfet.

Les réseaux locaux d'éducation de base mettent en synergie tous les acteurs de terrain qui mettent en œuvre la lutte contre l'illettrisme.

Les réseaux pédagogiques d'échange et de partage des pratiques regroupent les formateurs professionnels et bénévoles.

Champ de la prévention : maîtrise de la langue, accès à la culture et à l'écriture.

Champ de la formation : apprentissage des savoirs de base, transfert et maîtrise des acquis.

Partie pris pédagogique : travail sur les thèmes choisis par les usagers et sur des cas concrets pour prendre du sens dans leur vie quotidienne.

Les actions éducatives familiales : ce thème n'était pas traité dans le premier dispositif jusqu'en 2006. Les actions rentrent dans le CIOM. Action : familiarisation à la langue française chez les parents et les enfants et création du sens entre maison et école.

Education de base et promotion de la santé. Sujet principaux : planning familial, lutte contre le sida. En 2009 nutrition et habitude alimentaire traitées. Partenariat avec l'ARS et associations de promotion de santé.

Les activités culturelles : transmettre le goût de lire. Les connaissances des usagers sont réutilisées durant les formations : théâtre, écriture, création de BD, arts plastiques. Cela leur permet de découvrir les lieux culturels et de rencontrer les artistes professionnels. Travail sur la mise en œuvre du patrimoine culturel et matériel.

Education de base et découverte des sciences et techniques en partenariat avec le CNES.

Education et vie quotidienne, exemple code de la route.

Formation de base en milieu de travail, maintien et évolution dans l'emploi, recherche d'emploi.

L'avis des usagers du Prefob

10% des stagiaires sortis de formation sont interviewés entre 6 mois et un an après leur sortie. Ils ont donné leur avis sur la formation et sur les effets de la formation.

Ils sont contents parce que :

- La formation est bien connectée avec leur situation de la vie courante.
- Les rythmes de formation permettent de bien apprendre.

52% pensent que la formation est trop courte pour atteindre leurs objectifs.

20% rencontrent des difficultés de transport pour se rendre aux formations.

Les effets de la formation

61% trouvent que la formation est utile pour leur vie professionnelle.

59% ont évolué dans leur emploi ou leur recherche d'emploi.

16% trouvent un emploi dans les 6 mois.

78% trouvent la formation utile pour leur vie personnelle.

66% trouvent que la formation les aide à mieux gérer l'éducation des enfants.

 **Des ressources pour l'école primaire. Yolande EDERIQUE, directrice du CRDP (Centre régional de documentation pédagogique).**

Présentation des ressources disponibles.

 **Le guichet unique du centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants (CASNAV). Phuc DO CAO, professeurs des écoles.**

Le CASNAV accompagne les nouveaux arrivants scolarisés pour la première fois dans le système français, scolarisés ou non précédemment dans leur pays d'origine. Le CASNAV est un service rectoral pour la facilitation des démarches relatives à l'inscription. Le CASNAV centralise dans un même lieu les documents administratifs pour inscrire l'enfant.

Missions :

- Centre de documentation ouvert à tous.
- Formation des enseignants du 1^{er} et du 2nd degré.
- Expertise au service du Rectorat.
- Accueil des nouveaux arrivants à partir de 11 ans.

Les dispositifs d'accueil des nouveaux arrivants : CLIN – CRI 1^{er} degré ; CLA – CLA NSA 2nd degré.

Actions :

- La division des élèves et des établissements (DEE) oriente les élèves.
- Evaluation des compétences en langue maternelle et en français.
- Scolarisation des enfants dans les plus brefs délais.
- Accueillir et renseigner tout public francophone.

 **Présentation du dispositif des Intervenants en Langue Maternelle (ILM).
Didier MAUREL et Seefiann DEIE, conseillers pédagogiques en langue
maternelle.**

Les ILM interviennent dans 32 écoles et 15 collèges. Il y a 40 ILM. 2500 élèves sont concernés par le dispositif. 9 langues sont enseignées : kalina, wayana, teko et wayapi, hmong, palikur etc. L'objectif est de structurer les élèves dans leur langue maternelle.

Activités de conscience phonologique pour les enfants.

On apprend à l'enfant à écrire dans sa langue maternelle. Cela participe à l'entrée en écrit dans la langue française. Les enseignants trouvent que cela déblaye beaucoup de mécanismes avant le passage à la langue française.

Un obstacle rencontré par les ILM : les gens croient souvent que les langues maternelles ne permettent pas d'accéder à des compétences didactiques.

 **Présentation de l'association 2^{ème} chance (A2C). Patrice PALMOT et Jean-Lenel BURIN, formateurs.**

L'A2C organise des cours de savoir de base pour le PRE de Cayenne depuis 4 ans. Mise à disposition par l'association d'une salle informatique. Programme adapté aux besoins des parents et des enfants avec un formateur.

 **Dispositif "Coup de pouce clé". Séverine DONATIEN, ingénieur de l'association pour favoriser l'égalité des chances à l'école (Apféé).**

Dispositif créé par des professeurs, concerne 10.000 enfants dans 240 communes. En test actuellement pour l'Académie de Guyane sur Cayenne, Matoury et Rémire-Montjoly. Partenariat avec les municipalités.

L'objectif est de donner à des enfants qui reçoivent moins après l'école, un accompagnement culturel pour mieux réussir dans leur apprentissage.

Actions : pendant 1h30, activités autour de la lecture et l'écriture. Avec 30 mn de goûter-discussion. Production collective d'écrit de 10 mn. Jeux collectifs pendant 10 mn.

**✚ Lutte contre l'illettrisme en collège et lycée. Monique BLERALD, IA.IPR de lettres.
Dominique BERNARD de SANCHEZ, conseillère pédagogique, membre du GFA2.**

50% des élèves ont un niveau de français inférieur aux attendus. Il faut accompagner les élèves jusqu'à la maîtrise du français. Leur donner le goût de l'écriture et de la lecture dans le 2nd degré a pour vocation de poursuivre la maîtrise de la langue et de garantir aussi cette maîtrise jusqu'à la sortie.

Dans les dispositifs de CLA et CLA – NSA, les professeurs ont peu d'expérience pour s'établir sur le fleuve. Entraîne un fort turn-over. Il y a donc une difficulté des élèves et à la fois des professeurs. Certains professeurs choisissent des outils du 1^{er} degré, alors que c'est inadapté pour les élèves du 2nd degré.

Le groupe de formateurs académiques du 2nd degré (GFA2) comprend 7 formateurs. Existe depuis 2 ans et forme les élèves dans 7 disciplines : physique chimie, SVT, français, etc. Le GFA2 cible les élèves des dispositifs CLA et CLA – NSA.

L'objectif est de répondre aux besoins croissants des professeurs des sites isolés RAR et RRS pour :

- renforcer les acquis du 1^{er} degré en lecture et écriture.
- Faire acquérir les connaissances et les compétences du socle commun.
- Développer et pérenniser le goût de la lecture et de l'écriture.

Le choix des disciplines concoure à chercher leur pôle de réussite, le goût de leur matière. Ces élèves ont déjà une projection pour l'avenir. Et la langue est une barrière.

Mais il n'y a pas 100% de réussite. Permanence pour accueillir les professeurs et les aider à mieux guider les élèves. En 2009, 20 missions ont été réalisées par trois formateurs.

Objectif pour les formateurs du groupe d'acquérir les certificats FLS. Il faut élargir le dispositif à toutes les disciplines, surtout en langue étrangère.